

CNRD 2012-2013 : Communiquer pour résister de P à S

PERU André



Depuis l'été 1942, je faisais partie du groupe local des Auberges de Jeunesse, l'un des rares mouvements de jeunesse toléré par l'occupant. Ce mouvement, laïque et mixte, « héritier » du Centre laïque des Auberges de Jeunesse d'avant-guerre organisation qui avait connu un essor remarquable en 1936 lors des premiers congés payés de masse, disposait d'une structure couvrant, plus ou moins bien, la zone occupée. Ce dispositif avait favorisé, sous une apparence relativement neutre, le regroupement de jeunes militants ou sympathisants de gauche. [...] Dans ce contexte, où je m'étais fortement impliqué, Raymond [Arnold], responsable et animateur du groupe, me propose, courant 1943, de participer activement à la résistance. [...] C'est donc sans hésitation que je donnai mon accord, sans même demander quelle résistance, et sans trop savoir ce que mon engagement impliquait. [...] Immédiatement, j'accompagnais Raymond dans les premiers contacts. D'abord à Paris avec Jean B. responsable régional des A.J., qui semblait être le premier maillon de la chaîne. Puis à Bourges même, rencontre avec un officier du 2° bureau (Lieutenant D.) qui, après quelques indications techniques, (nous étions des néophytes), nous précise (Raymond est le maître d'œuvre) ses premières attentes : recrutement, propagande, renseignements...

Un certain jour, comme s'il s'agissait d'une embauche des plus régulières, je remplis un formulaire pour concrétiser mon engagement. En plus des renseignements administratifs classiques, à la rubrique « pseudo », je mentionne « Dédé ». Très réussi comme paravent. Raymond de son côté avait choisi « Roland » (anagramme d'Arnold). Guère mieux ; mais ce n'était en usage que pour les intimes !

Au fil des jours, les structures de ce qui devait devenir le réseau A.J.-A.J. s'étoffèrent. Raymond connaissait énormément de monde dans le milieu enseignant et administratif, notamment. Les premières activités furent, classiquement, les plus faciles : diffusion du journal « *Défense de la France* », différents repérages, collecte de renseignements divers concernant la présence militaire allemande et l'activité industrielle au service de l'occupant...



Défense de la France N°41 du 11.11.43-Recto- AD 18 - M10359

Le lundi 17 janvier 1944, coup de tonnerre, Raymond est arrêté [...]. A tout hasard, le jour même, mais très imprudemment, Ghislaine S. et moi allons visiter la chambre de Raymond pour, éventuellement, récupérer ce qui pourrait s'avérer compromettant. Rien de bien intéressant pour le moment présent. Le soir, toujours inquiet, je crois devoir informer, par un bref courrier, deux camarades institutrices, exerçant dans le département et

concernées par nos activités, de l'arrestation de Raymond. J'apprendrai, bien plus tard, que ces deux camarades avaient réussi à échapper à toute arrestation.

(In : « *Nos jeunes années : Quand l'espoir a failli s'éteindre...* » de Raymond Arnold et André Péru. Extraits)
Voir aussi les témoignages de Ginette Virmont et Raymond Arnold

RATEAU Pierre



Au printemps de 1943, les trois officiers responsables des opérations aériennes en zone sud sont brûlés, la Gestapo connaît tout de l'organisation du Service des opérations aériennes et maritimes – le S.Q.A.M. – créé par Moulin. Dans le cadre de la réorganisation entreprise, trois nouveaux officiers sont envoyés de Londres. Rateau, alias Poily (nom de code Arthur) est l'un d'eux. Il est parachuté en mars 1943 en qualité d'officier régional d'opérations, chargé d'organiser les régions R3 et R4. Compte tenu de la multiplication des opérations aériennes et de la perspective d'une extension de la lutte armée, l'officier régional d'opérations devient le chef d'un véritable réseau de plus en plus autonome utilisant des dizaines, voire des centaines d'agents et d'auxiliaires. Il lui faut trouver des terrains, les faire homologuer par les services anglais, constituer des équipes de réception des parachutages, entretenir les liaisons radio avec Londres et Alger,

garder la liaison avec les responsables des réseaux et mouvements qui utiliseront ses services, assurer les atterrissages, l'hébergement clandestin des arrivants et des partants, le transport des armes parachutées, l'aide aux familles des tués et des déportés.



Parachutage. AMRDC

Rateau a la carrure de l'emploi. [...] A son travail il associe sa famille, à commencer par son père, maire d'Aubigny, qui le fournit en « vraies-fausses cartes » d'identité et reçoit les camarades ayant besoin d'être « au vert », et sa fiancée, Marguerite [Lemaire], qui assure discrètement la liaison avec les organismes centraux de Lyon et les autres responsables des opérations.

[...] A la fin d'avril 1944, il est affecté à l'état-major FFI du général Koenig, où il poursuit sa mission de liaison avec les maquis pour les parachutages d'hommes et d'armes. Le 14 juillet, ayant en charge le parachutage d'armes sur le Vercors, il joint au matériel un immense drapeau tricolore qui vient recouvrir l'aire de largage.

(« *Prisonniers de la liberté* » de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, p. 251) – AD18 – 8° 6504
http://www.ordredelaliberation.fr/fr_compagnon/825.html



Jean Rochon (1903-1944). Journaliste à *La Montagne*, cofondateur du mouvement Libération-Sud, leader du mouvement pour la région Centre, déporté et mort au camp d'Elrich en 1944.

Jean Rochon BRD du 10.10.2004_AMRDC/dossier Libération-Sud

« Jean Rochon avait été le premier artisan du journal clandestin *Libération*. Il le faisait au départ quasi seul à Clermont-Ferrand. [...] » Un jour de la fin du mois d'octobre, Jean Cavaillès, professeur de philosophie à l'Université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand, lui organise un rendez-vous à la Brasserie de Strasbourg, place de Jaude, avec Emmanuel d'Astier, écrivain et journaliste, qui lui propose de participer aux activités de « La dernière colonne », une petite organisation qu'il a créée peu après l'Armistice dans le but de lutter contre Vichy et l'Allemagne.

Pour Emmanuel d'Astier, qui a axé l'action de son organisation sur la propagande anti-allemande et sur la dénonciation des journalistes collaborateurs par le biais de tracts, cette rencontre est décisive : Jean Rochon accepte de prendre en charge le matériel de propagande de « La dernière colonne », en commençant par imprimer, avec la complicité des typographes de *La Montagne*, des centaines de tracts qui sont ensuite glissés dans les boîtes aux lettres et les annuaires, déposés sur les tables des cafés ou bien collés la nuit sur les monuments publics ou sur les vitrines des magasins.

Parallèlement à la diffusion des tracts, les membres de « La dernière colonne » s'efforcent de recruter, chacun dans sa région. Pour sa part, Jean Rochon prospecte dans le milieu de *La Montagne* ainsi que dans le milieu intellectuel de Clermont-Ferrand, qu'il connaît bien. Il fait entrer dans « La dernière colonne » un de ses meilleurs amis, Raymond Perrier secrétaire de l'Union départementale CGT du Puy-de-Dôme, qui entretient des relations dans toutes les branches industrielles du département. Henri Rochon, son jeune frère, qui est étudiant, accepte de travailler avec lui, et Germaine Penet, sa propre compagne, devient agent de liaison de l'organisation. [...]

Il [d'Astier] décide [après une série d'arrestations] de mettre en place une nouvelle organisation beaucoup plus sérieusement structurée et surtout de faire paraître un véritable journal, composé et imprimé, projet qu'il ne peut concevoir que parce qu'il peut compter sur Jean Rochon. En juin 1941, avec l'aide de Jean Rochon et de Jean Cavaillès, il rédige la copie du premier numéro du journal auquel il donne le titre de *Libération*. Les typographes de *La Montagne* assurent sa composition, puis Jean Rochon confie son impression à un petit imprimeur de La Bourboule. Le premier numéro de *Libération*, tiré à 10 000 exemplaires, paraît en juillet 1941. Sa diffusion s'avère extrêmement efficace pour le recrutement de nouveaux membres, car la création d'un journal clandestin représente un gage sérieux pour ses lecteurs.

Face à ce succès, Emmanuel d'Astier décide de changer le nom de son organisation et de l'appeler Libération-Sud. Grâce à Jean Rochon, trois autres numéros du journal paraissent au cours du dernier trimestre de l'année 1941 ; puis pour des raisons de sécurité, l'impression du journal est délocalisée dans la région lyonnaise. L'extension rapide du mouvement Libération oblige Emmanuel d'Astier à structurer son organisation en 7 régions. Il confie à Jean Rochon la responsabilité de la région du Centre, dite « Région noire », qui regroupe les quatre départements auvergnats plus la Lozère ainsi qu'une partie du Cher, de l'Aveyron et de la Corrèze.

(Article de Geoffroy d'Astier de la Vigerie, extraits, in : *Le Berry républicain* du 10.10.2004) – AD 18 – 204 PER 445

[...] en passant du recrutement, de petits sabotages et de graffitis à la craie... à la propagande, la petite organisation [La dernière colonne] franchit une étape capitale, décisive. Avec Jean Rochon, il y a enfin des tracts imprimés ; on entre dans le matériel et la logistique. Cela permet à Emmanuel [d'Astier] de concrétiser son projet, ses grandes idées. Car, comme écrivain journaliste, son obsession, c'est l'écrit, c'est la propagande. Alors cet axe principal de la lutte peut enfin se développer et le premier numéro du journal *Libération* paraître en juillet 41.



Félix Desgeorges à gauche,
Alfred Stanke au centre et
Georges Ruetsch à droite

Archives privées de Mme Chausson

Je témoigne, avec une reconnaissance infinie, de ce que cet homme de cœur, dévoué jusqu'au mépris de sa propre vie, a été pour nous lors de nos arrestations par la Gestapo en mars 1944 : le 21 mars à 14 heures, notre ami Ruetsch vint me donner des nouvelles de mon mari arrêté le 9 mars, interrogé et torturé depuis plusieurs jours dans les caves de la Gestapo.

A ce moment, M. Ruetsch me fit connaître un gardien Allemand du Bordiot qui était posté face à notre magasin et qui était dénommé « Alfred ». Cette rencontre me fut précieuse car, à 17 heures, Paoli, le sinistre tortionnaire me rentra à la prison, et c'est Alfred, stupéfait, qui se chargea de me monter à la cellule 22 en me disant « *Gross malheur, Madame, ce soir, ami Ruetsch saura que vous êtes ici, et tout à l'heure votre mari saura aussi* ». Alfred me remit un petit crayon me disant : « *vous écrire petit mot ami Ruetsch et votre mari prendra petits papiers demain* ».

Ces contacts nous permirent de nous renseigner mutuellement sur nos interrogatoires respectifs et préparer notre défense. [...]

Chaque jour, il achetait une dizaine de journaux locaux qu'il remettait à Alfred pour les distribuer aux patriotes détenus au Bordiot. La lecture de ces journaux fut précieuse pour notre moral car nous pouvions suivre, entre les lignes, la marche des opérations militaires et administratives. [...]

Il aurait risqué sa propre vie pour sauver un Français, prévenant les Résistants suspectés dont l'arrestation pouvait être imminente et dont il découvrait les noms au cours de ses missions dans les services allemands. Nombreux aussi les requis pour le STO qu'il sauva d'un départ en Allemagne.

Presque chaque soir, prenant sur son temps de repos, il portait aux familles de détenus les petits courriers qu'Alfred lui remettait.

Alfred le fit rentrer plusieurs fois au Bordiot, la nuit, pour rendre visite à certains chefs notables de la Résistance pour essayer d'organiser leur défense. [...]

Le 15 août 1944, Georges Ruetsch prévint un maquis des abords de Bourges qui aurait été massacré s'il ne s'était replié, un détachement de la Wehrmacht avec tanks devait les charger le lendemain matin. C'était le maquis de Trouy qui occupait la distillerie route de Saint-Amand. Il avait eu le renseignement par une interprète allemande de la Kommandantur, Mme Jungblück, qui a risqué sa vie, elle aussi. [...]

(Hommage à Georges Ruetsch par Madame Cerveau – ex. Lerâle. Extraits.) Archives privées de Mme Chausson, fille de M. Ruetsch.

Lors de mon arrestation je me suis rendu compte de la détresse des Français internés et aussi de la nécessité de travailler avec organisation et prudence.

Je me suis alors entouré de quelques amis entre autres M. Ruetsch, interprète à la Préfecture, ce dernier procurant des faux papiers pour les passages et des renseignements. Par l'intermédiaire [d'Alfred Stanke, le Franciscaïn de Bourges], nous avons organisé un système de courrier clandestin permettant de faire communiquer les détenus entre eux et leurs familles, avec leurs camarades de l'extérieur et avec leurs défenseurs (dans les rares cas où une défense était admise).

Nous avons appris de cette manière les arrestations ou les déportations et exécutions que les Allemands voulaient tenir secrètes (dans ces derniers cas parfois la transmission des dernières lettres et objets personnels aux familles).

Très souvent les personnes menacées par des aveux arrachés sous la torture ont pu être averties à temps. [...]

Ce courrier clandestin a fonctionné de janvier 1943 à mi-juillet 1944. [...]

(Attestation de Félix Desgeorges du 03.10.1952. Extraits.) Archives privées de Mme Chausson, fille de M. Ruetsch.



Carte d'identité FFI.

AD18 – Br 3996

Les premières semaines, les Français n'avaient pas encore, dans leur masse, eu connaissance de l'appel du 18 juin du Général de Gaulle ni du 10 juillet de Thorez et de Duclos. Le premier devait être largement diffusé par la radio de Londres, le second par les tracts et les journaux clandestins. Mais l'habitude n'était pas encore prise d'écouter la radio de Londres et la diffusion de tracts et de journaux de la Résistance n'en était qu'à ses premiers pas.

La vie s'écoulait, bercée par la presse de Vichy et par radio-Paris. En dehors des cireurs de bottes de Pétain, il y avait les nouvelles des bombardements sur Londres, de même que les arrestations de communistes et les premières exécutions. La plupart des gens étaient sans réaction, certains même applaudissaient à ces événements. [...] En ce qui nous concerne, rien de spécial à signaler jusqu'en novembre [1940]. A cette date, nous apprenons la condamnation de plusieurs communistes et leur exécution. Ce fut un choc. Et avec un ancien camarade des Jeunesses Communistes, Edouard Laurent, le commis-boucher voisin, nous décidons de réagir, sous forme de tracts. Nous nous réunissons le soir dans sa chambre de bonne, au-dessus de la boucherie, et nous découpons des feuillets de cahiers d'écolier, et, à la plume, nous écrivons notre texte contre l'occupant et ses valets, il faut bien dire que ce n'était pas un travail d'artiste. [Le lendemain soir] nous diffusons notre tract dans les rues de Châteaumeillant. Deux ou trois jours après, nous étions déjà début décembre, André Vacher, un ébéniste, communiste, réfugié de la région parisienne, nous contactait pour une distribution de tracts imprimés, sa femme et lui feraient la moitié ouest de la ville et avec Edouard, nous ferions la moitié est, ce qui fut fait.

[...] Vers la fin décembre, Vacher nous indique que Desternes veut nous voir. J'y vais avec Edouard. C'est pour apprendre qu'il y a de nouveaux tracts à distribuer. Armand Desternes nous indique qu'il a été prévenu que s'il y avait de nouvelles distributions, il serait arrêté, mais c'est pour ajouter aussitôt : « ces tracts sont à distribuer, il ne faut pas vous occuper des menaces », et il a insisté pour que cela soit fait. Ce que nous fîmes de suite. [...]

Un groupe de trois dirigeants fut formé, il était composé d'André Vacher, l'ébéniste, Auguste Petit, le boulanger et moi-même, marbrier travaillant chez mon père.

Dans les années 1941-1942, nous avons continué notre action d'organisation de répartition de tracts et surtout de journaux clandestins, nous récoltions de l'argent pour les militants vivant dans l'illégalité, nous recherchions des armes, des planques pour nos camarades. Fin 1942, nous étions déjà une vingtaine d'éléments organisés que nous contactions au moins une à deux fois par mois. Pour ma part, j'en voyais trois ou quatre régulièrement. Les contacts avec les responsables de la région avaient lieu à la même cadence.

Le Cher sud était alors relié à l'Allier, pour former la Région R2, dirigée par « Francis » [...]. Il arrivait par le train de Montluçon et descendait chez le boulanger qui, souvent, nous appelait, Vacher ou moi. Le matériel nous parvenait de Saint-Amand et était acheminé par le conducteur du «tacco»*, Paul Douillard, et cela très régulièrement. Différents responsables sont également passés chez Petit, notamment Gaston Plissonnier, qui fut un des principaux responsables de la zone sud. [...]

Quant aux juifs, plusieurs familles furent emmenées par les gendarmes de Châteaumeillant, direction les camps de la mort. [...] Par la suite, localement, il y eut une accalmie, car nous avons réussi, Vacher essentiellement, à monter un petit réseau d'alerte, avec la complicité d'un des gendarmes de la brigade : Raveau qui, dès qu'il voyait arriver un pli cacheté, à n'ouvrir qu'à telle heure, savait de quoi il retournait, c'était une opération dans un délai très court. Ce gendarme avait l'habitude d'aller chaque jour à la pâtisserie René Dupuis, qui était un des nôtres. Il lâchait négligemment « triste besogne ce soir ». Vacher était aussitôt alerté et prévenait les juifs qui travaillaient (étaient planqués, devrait-on dire) chez Camille Lacaisse, tailleur, et chez Maurice Chaussé, menuisier, qui étaient également en liaison avec nous. Ainsi tous les juifs du secteur étaient immédiatement alertés et planqués par nos soins.

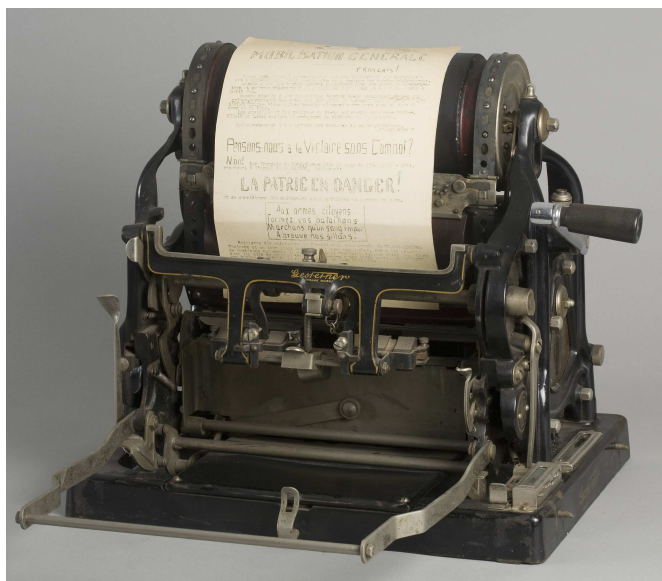
[...] Quelques jours après j'eus la visite du gendarme Raveau qui, assez gêné, m'apportait l'ordre de départ [au STO]. [...] J'avais prévu depuis longtemps une planque chez un des camarades que j'avais l'habitude de

contacter. Je partis donc la veille, de nuit, avec mon baluchon. Planqué dans deux pièces, un mur me séparait de la chambre de ma grand-mère qui ignorait que j'étais chez son voisin. Mes parents non plus n'en savaient rien, prudence avant tout. Je restais là trois jours avec le ravitaillement assuré par mon « logeur », un vieux garçon qui couchait plus loin, sur la route du Châtelet, Jean Guillemain, un prisonnier de guerre évadé. Un soir, tard, on me glisse un papier sous la porte. C'était Petit et Vacher qui venaient me remettre un rendez-vous pour le lendemain à Montluçon, avec Francis. Ils me déposèrent un vélo dans la cour, je connaissais l'endroit où je devais le remettre à mon arrivée à Montluçon. Je partis donc, vers trois ou quatre heures du matin, par un froid glacial, et je fus donc à mon rendez-vous à l'heure prévue. Francis me demanda d'aller à Gannat par le train et de joindre la famille Bertin, où je serai hébergé, en attendant les consignes. [...]

Un dispositif avait été mis en place, devant les risques, pour m'alerter en cas de nécessité, un pot de fleurs négligemment posé sur le balcon, devait être déplacé en cas de danger [...]. Je ne manquais pas, avant de franchir l'entrée du pavillon, de jeter un bref coup d'œil sur l'emplacement du pot de fleurs.

A ce point de mon récit, je voudrais évoquer cette vie clandestine, ce climat spécial de tous les responsables qui, comme moi, circulaient sans arrêt. D'abord, il était bien rare de coucher plus de deux nuits au même endroit ; d'autre part, les contacts s'établissaient dans leur grande majorité par rendez-vous à l'extérieur, devant un monument, dans une rue ou un chemin, jamais dans les gares ou lieux publics. Etaient fixées une date, une heure, avec un repêchage à une ou plusieurs heures, ou même à un autre jour. Pour les gens que nous ne connaissions pas, il y avait un signe de reconnaissance (un journal tenu à la main, une fleur, etc.) avec un mot de passe comprenant une question et une réponse. Il fallait toujours être en éveil, surtout s'il s'agissait d'un repêchage.

Je me souviens qu'en juin 1943, j'avais pris en charge un rouleau de stencils tapés et prêts à être utilisés par une ronéo planquée près de Saint-Germain-des-Fossés. Je l'avais glissé dans la ceinture de mon pantalon, et je m'aperçus, en reprenant ma place dans le compartiment, que je l'avais perdu aux W.C. Après avoir hésité, je me risquais pour voir, le rouleau était derrière la cuvette, ouf !! Le texte donnait les consignes à observer à la suite du débarquement qui serait en cours à ce moment.



Ronéo.
Don de M. Larruchon.
AMRDC

* Le Tacot : Chemin de fer économique d'intérêt local à voie étroite destiné à relier les localités secondaires aux lignes principales. (PER 954)

(« Avant l'oubli ... Résistance » de Roger Sandrier. Extraits.) AD 18 – Br 8° 3996

STANKE Alfred « Le Franciscain de Bourges »

Il me dit qu'il transmet les messages de ceux qui ont été libérés à ceux qui sont incarcérés grâce à un système de correspondance mis au point avec Georges Desgeorges, qui tient un commerce de vins en gros, et avec Georges Ruetsch, interprète à la préfecture.

« Grâce à Georges Ruetsch, qui est au courant de bien des choses, nous pouvons avertir les détenus de toutes les arrestations faites par la Gestapo, et nous permettons aux familles d'être fixées sur le sort des disparus ».

Alfred assiste à des réunions chez l'un ou chez l'autre, il porte du ravitaillement en cachette, il a ses petites et grandes entrées partout. [...] Et j'apprends de la bouche d'Alfred des faits à peine croyables : « *Il y a quelques jours, mon ami Georges Ruetsch m'a mis au courant d'une attaque, envisagée par la Résistance, sur la prison de Bourges pour libérer les condamnés à mort de la dernière charrette. J'ai dit à Ruetsch que je pouvais lui fournir des renseignements et faciliter l'opération. En fin de compte, comme ils n'avaient pas assez de moyens, et qu'ils couraient à un échec, j'ai conseillé à Ruetsch de tout annuler* ». [...]

« *J'ai pu me rendre compte, poursuit Alfred, qu'après le coup de massue, le premier choc de l'arrestation, il faut à tout prix soutenir le moral du prisonnier, l'empêcher de se laisser aller, de tomber dans le découragement. J'ai vu des cas de détenus, qui avaient tenu tête à la Gestapo lors de leur premier interrogatoire, renoncer à se défendre les jours suivants et s'accuser de crimes imaginaires, à la grande joie de leurs tortionnaires. C'est pourquoi j'ai mis au point avec mon ami Ruetsch un système de communication des détenus entre eux et avec leurs familles. Nous les conseillons dans leur défense, leur fournissons des alibis et, jusqu'à présent, j'ai pu ainsi sauver plusieurs personnes du peloton d'exécution.*

Le frère Alfred me cite alors les noms de deux Berruyers, Péru et Arnold, écroués à la suite de la découverte d'un réseau clandestin. Jetés en cellule chacun de leur côté, Alfred réussit à les faire se rencontrer, ce qui leur permit de tomber d'accord sur les réponses à faire à la Gestapo ».

(« *Le Franciscain de Bourges* » de Marc Tolédano-. Extraits.) AD 18 – 8° 1341

Au milieu de la nuit, alors que la prison est silencieuse, la porte de ma cellule s'ouvre et un soldat allemand – plus tard, j'apprendrai qu'il s'agit d'Alfred-, m'invite par gestes à le suivre. Grande perplexité, d'autant que le vocabulaire de cet inconnu se limite à quelques mots en allemand : « Komme... Komme.... Kamerad ». Je me décide enfin à accompagner mon guide, dans la prison obscure et déserte, jusqu'à une cellule à l'opposé de la mienne. Je suis en présence de Raymond [Arnold]. Rapidement, nous nous mettons d'accord sur les inévitables déclarations, ce qui nous a été très précieux.

Les jours en prison s'écoulaient lentement, laissant beaucoup de temps aux souvenirs, malgré différentes activités ou occupations :

- entretien quotidien de la cellule, avec sa fameuse tinette ; [voir témoignage de Daout]
- Courrier clandestin, remis soit à ma mère, soit à Alfred qui utilise une bouteille thermos pour dissimuler cette correspondance ;
- Echos de la prison : les nouvelles les plus diverses arrivent à circuler, notamment par le canal des détenus de corvée. J'apprends qu'à quelques cellules de la mienne, un condamné à mort attend...
- [...]

(In : « *Nos jeunes années : Quand l'espoir a failli s'éteindre...* » de Raymond Arnold et André Péru. Extraits)



AD18 71J71 Tract gaulliste datant de la libération du pays.